

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28000 Chartres

Chartres, le 11/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GENET- RASORI

Les Défaits - La Remise des Défaits
Le Molet
28190 FONTAINE LA GUYON

Références : 12255/RAPVI/YLM/IC220373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement GENET-RASORI implanté Les Défaits - La Remise des Défaits Le Molet 28190 FONTAINE LA GUYON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GENET- RASORI
- Les Défaits - La Remise des Défaits Le Molet 28190 FONTAINE LA GUYON
- Code AIOT dans GUN : 0010012255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière de matériaux silico argileux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de la visite du 29/3/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|---|-------------------|
| Surfaces autorisées | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.7.2.1 | NC2 La surface S2 pour la deuxième période annuelle n'est pas respectée. Transmettre à l'inspection un plan d'exploitation actualisé précisant les surfaces S1, S2 et S3. | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| Piézomètre | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4.3.2 | NC1 Les piézomètres ne comportent pas de plaque portant la côte de la tête de l'ouvrage et le numéro attribué par la Banque de Données des Sous-Sol. | Sans objet |
| Limites du périmètre | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 2.9.1 | NC 3 Toutes les bornes ne sont pas indiquées sur le plan d'exploitation./ | Sans objet |
| Quantité de matériaux extraits | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.2.3 | / | Sans objet |
| Carreau de la carrière | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 2.1.3.5 | NC 5 La côte la plus basse sur le plan d'exploitation est inférieure à la côte minimale du carreau de la carrière. | Sans objet |
| Procédure d'acceptation préalable | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.6.4.3 | NC 6 L'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable des déchets. | Sans objet |
| Contrôle visuel | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.6.4.4 | NC 7 Le résultat du contrôle visuel et le code déchet ne sont pas indiqués sur le registre et le motif de refus n'est pas systématiquement indiqué. | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Plan de remblayage | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.6.4.4 | NC 8 Le plan de remblayage n'est pas tenu à jour. | Sans objet |
| Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.7 | / | Sans objet |
| Tris des déchets | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.5.4.4 | NC 3 Le site de dispose pas de bennes permettant de trier les éventuels déchets non-autorisés. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière devrait être terminée en août 2023.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Piézomètre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 4.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : <p>Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).</p> <p>L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p> |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Les piézomètres comportent des plaques portant la côte de la tête de l'ouvrage et le numéro attribué par la Banque de Données des Sous-Sol. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Surfaces autorisées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.7.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surfaces |
| Prescription contrôlée : Périodes annuelles S1 S2 S3 1 12 464 15 382 800 119 873 (correspondant à la période 2 : surfaces S1, S2 et S3 maximales) 2 15 384 20 562 1 380 3 12 258 13 105 1 200 4 11 580 12 970 800 5 9 557 7 187 600 6 1 745 3 670 400 19 872 (correspondant à la période 6 : surfaces S1, S2 et S3 maximales) |
| Constats : Dépassement de la surface S2 pour la deuxième période annuelle. |
| Observations : Sur le plan fourni le jour de la visite, daté du 5 janvier 2022 (fin de période 2), et sur le bilan annuel reçu le 16 juin 2022, on peut constater que : - surface S1 : 6917 m ² - surface S2 : 24850 m ² - surface S3: 0 m ² Pour la période 2, les surfaces prévues dans l'arrêté sont : - surface S1 : 15 384 m ² - surface S2 : 20562 m ² - surface S3 : 1380 m ² La surface S2 pour la deuxième période annuelle n'est pas respectée. Par ailleurs, le jour de la visite l'exploitant indique être en avance sur le planning et que la fin de l'extraction est prévue pour le mois de septembre 2022 et la remise en état totale du site sera réalisée pour le mois d'août 2023. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Limites du périmètre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 2.9.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre |
| Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; les bords de la fouille ; les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; le positionnement des fronts ; la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection (lignes électriques et aériennes haute tension, voie ferrée). Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Sur le plan du 5 janvier 2022, tous les éléments sont représentés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Quantité de matériaux extraits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Quantités de matériaux extraits |
| Prescription contrôlée : Les matériaux extraits de la carrière sont des matériaux silico argileux. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 140 000 tonnes/an (avec une moyenne de 95 000 tonnes/an). |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Par courrier reçu le 16/06/2021, l'exploitant a transmis un bilan de l'activité de l'année 2021. Le bilan indique que 72 208 tonnes de matériaux ont été commercialisés en 2021. Ce tonnage correspond aux matériaux commercialisés après traitement dans l'installation de Saint Luperce. Les matériaux commercialisés ne correspondent pas aux matériaux extraits. Les boues issues des matériaux extraits ne sont pas comptabilisées dans les matériaux extraits. L'exploitant indique que le pourcentage de boue peut être estimé à 10%. La quantité de matériaux extrait peut donc être estimé à environ 80 000 tonnes pour l'année 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Carreau de la carrière

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 2.1.3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Carreau de la carrière |
| Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 153 m NGF. |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Sur le plan d'exploitation du 5/01/2022, il est constaté que tous les points sont au dessus de 153 mNGF. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Procédure d'acceptation préalable

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.6.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, a minima : le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; l'origine des déchets ; le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ; la quantité de déchets concernée en tonnes ; le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ; le cas échéant, la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. L'exploitant s'assure que les déchets sont conformes à l'article du présent arrêté et qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis sur l'installation. |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation conformément à l'article 1.8.6.4.3 de l'AP du 11/02/2020. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle visuel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.6.4.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ; l'origine des déchets, et le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'installation expéditrice le cas échéant ; le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ; la masse des déchets entrants, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ; Le numéro du bordereau de suivi ; l'accusé d'acceptation des déchets ; le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; le cas échéant, le motif de refus d'admission. [...] |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Le registre de l'année 2022 a été consulté. Aucun refus de déchets de remblaiement n'est constaté. L'exploitant indique que le 1er contrôle visuel est réalisé au pont bascule de l'installation de traitement de Saint Luperce. Si le contrôle visuel est satisfaisant, un bon de déchargement est donné au chauffeur et celui-ci se rend sur la carrière pour décharger son camion. Lors du déchargement, l'exploitant indique qu'un opérateur est présent et réalise le second contrôle visuel. Si ce contrôle n'est pas satisfaisant, le camion est rechargé immédiatement. Le jour de la visite, la mise en oeuvre de la procédure a pu être vérifiée. Par ailleurs, le registre contient l'ensemble des éléments appelés par l'article 1.8.6.4.4 de l'AP du 11/02/2020. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Plan de remblayage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.6.4.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de remblayage |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un plan topographique. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum). [...] |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Le jour de l'inspection la plan de remblayage est tenu à jour. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : au plus tard 15 jours après la publication du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement. Trois mois avant la date d'échéance des garanties financières, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes précitées ; la valeur datée du dernier indice public TP01. |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Le jour de la visite, il est constaté que l'exploitant n'a pas constitué les garanties financières demandées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/02/2020. Par ailleurs, les garanties financières constituées le 6 avril 2016 dans le cadre du précédent arrêté préfectoral d'autorisation ont expirées le 22 février 2021. Par mail du 28/06/2022, l'exploitant a transmis les nouvelles garanties financières applicables à la carrière d'un montant de 119 873 € qui prennent effet à compter du 21/06/2022 et qui expirent le 22/02/2026. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Tris des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 1.8.5.4.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets |
| Prescription contrôlée : Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois, etc.) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet et installées à proximité immédiate. Ils sont éliminés vers des filières autorisées. |
| Constats : Sans observations. |
| Observations : Le jour de la visite, aucune benne n'est présente sur le site. L'exploitant indique que le personnel procède au tri et amène les déchets non-autorisés sur le site de l'installation de traitement à Saint Luperce en fin de journée. Aucun déchet non-autorisé n'est observé sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

